

Intervention de Patrick Stelandre - sociologue

aux

Etats généraux de la Francophonie

« Nouvelles solidarités et francophonie - Nouveaux acteurs »

Cluj-Napoca 24-25 mars 2006-11-07

Je voudrais tout d'abord dire combien je suis honoré d'être parmi vous lors de ces Etats Généraux de la Francophonie. Je remercie tout particulièrement Mr Frank Pezza de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest de m'avoir invité à cette occasion.

L'association dont je m'occupe, Idée 53 est un Atelier de Formation par le Travail situé à Bruxelles. Elle est soutenue et reconnue par différents pouvoirs publics : la COCOF, la Région Bruxelloise, le Fonds Social Européen, les organismes bruxellois en charge de la formation professionnelle pour adultes et de l'emploi.

Comme Atelier de Formation par le Travail, Idée 53 développe une activité d'économie sociale. Nous gérons ainsi un restaurant pédagogique, nous développons des chantiers avec des agents de maintenance polyvalents,...

Idée 53 accueille chaque année environ 100 stagiaires en formation professionnelle. Des demandeurs d'emploi ayant un niveau d'étude faible, des personnes ayant des difficultés sociales multiples, des primo arrivants, ... Nous travaillons dans trois secteurs :

- L'aide à la personne ;
- La restauration ;
- La bureautique.

L'association est également active dans l'action locale de développement communautaire. Dans ce sens, nous avons participé au lancement d'autres initiatives : centre local interculturel, manifestations sociales et culturelles de quartier, association de gardes à domicile, ...

Idée 53 cherche également à développer des projets transnationaux.

Le projet d'échange que nous menons avec le Judet de Cluj est soutenu par un programme bilatéral entre la Roumanie et la COCOF. Ce projet n'aurait pas vu le jour sans la ténacité de mon collègue, Mr Tibère Robescu qui travaille également à Idée 53 asbl.

Nous avons choisi, avec nos partenaires roumains, de travailler dans le domaine de l'aide aux personnes avec, comme objectif, un échange d'expérience au niveau pédagogique. Il ne s'agit pas d'imposer un projet clé en main, mais d'une construction commune réalisée par les différents acteurs :

- Du côté Roumain : le Judet de Cluj et l'ONG assist-Med ;
- Du côté Belge : l'association Idée 53 soutenue e.a. par la Délégation Wallonie-Bruxelles.

Le travail que nous menons est très concret. Le travail d'assistants personnels existant en Roumanie nécessite de créer une structure de formation afin de le soutenir. Il y a donc un

travail de clarification des limites de la fonction qui est opéré et qui sera suivi par un travail sur le programme pédagogique.

Du côté Bruxellois, cette fonction n'existe pas. Des contacts sont pris pour diffuser l'idée et intéresser d'autres partenaires afin de développer en Belgique un nouveau type de solidarité.

L'intitulé de notre projet – « Transilvania Sociale » ou « Echange de savoir-faire dans le domaine de l'aide à la personne » - recèle deux principes importants en rapport avec le thème de cette journée :

- L'égalité entre les acteurs ;
- La solidarité au niveau européen.

Hier, Mr Oltéanu posait la question en début de nos travaux : Pourquoi être solidaire ?

Pour moi, la solidarité est naturelle.

Dans un groupe, dans une société, la solidarité est nécessaire. Les frontières, l'économie de marché pure et dure, l'individualisation à outrance cassent cette solidarité. Si cette solidarité est naturelle, il faut la travailler pour qu'elle puisse s'exprimer. D'où la nécessité de professionnalisation de l'action sociale, mais aussi la nécessité de donner des moyens à l'action sociale.

En janvier 2007 la Roumanie devient membre de l'Union Européenne. L'objectif de notre projet est de participer modestement et à notre niveau au développement social en Roumanie. Or du peu que je connaisse du processus d'adhésion de la Roumanie à l'Europe, je vois la Commission Européenne et la Roumanie travailler essentiellement sur des priorités urgentes et nécessaires, mais qui n'ont que fort peu trait au développement social :

- Développement de l'économie de marché ;
- Lutte contre la corruption ;
- Développement de l'intégrité dans le secteur de la justice ;
- Défense des frontières externes de l'Europe ;
- Approche des questions d'environnement.

Le développement social n'est-il pas une priorité ? Qu'en est-il des secteurs de la santé, de la formation professionnelle, de l'emploi, des minorités, ... ?

A l'époque où le Portugal ou l'Espagne ont rejoint l'Europe, le développement économique allait de paire avec le développement démocratique, le développement de la société civile et de la sphère sociale.

Aujourd'hui, en 2006, dans un pays comme la Belgique, les structures de solidarité les plus solides doivent se défendre pour perdurer. On ne peut plus croire que le développement économique entraîne seul et automatiquement le développement social. Certains exemples nous montrent qu'un développement économique peut avoir un résultat inverse. Quand je vois, en Afrique, des populations affamées qui vivent à deux pas d'usines performantes produisant du poisson à profusion destiné au marché européen, je me pose une question.

Qu'est-ce qui peut amener des investisseurs, la Commission Européenne ou tout autre organe de développement économique à ce sentir simplement responsable socialement et à générer dans leurs investissements des résultats au niveau social ?